

Communiqué



Alliance de la Fonction publique du Canada | Représentant 160 000 travailleurs et travailleuses

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Le 28 janvier 2009

Le budget fédéral laisse tomber les femmes, les travailleurs et les travailleuses

OTTAWA—L'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), comptant 166 000 membres, est d'avis que le budget fédéral 2009 restreint les droits des femmes, des travailleurs et des travailleuses et met les services publics en péril à un moment où la population canadienne en a le plus besoin.

« Ce budget ne répond pas aux attentes des travailleuses et des travailleurs et risque de réduire l'efficacité des services publics sur lesquels compte la population canadienne en ces temps de crise économique sévère, déclare John Gordon, président national de l'AFPC. Les réductions d'impôt ne contribueront pas beaucoup à créer des emplois ou à adoucir le sort des sans-emploi. Les travailleuses et les travailleurs attendaient davantage de ce budget – et nous attendons davantage de notre gouvernement fédéral. »

Selon l'AFPC, les mesures suivantes annoncées dans le budget risquent de compromettre les services publics de qualité et ne font rien pour les travailleuses et les travailleurs :

- La proposition visant à « moderniser » le régime d'équité salariale des fonctionnaires fédéraux retirerait aux femmes le droit de se tourner vers les tribunaux pour exiger un salaire égal pour un travail de valeur égale.
- Les mesures législatives proposées concernant la rémunération dans le secteur public fédéral auront vraisemblablement pour effet de réduire des augmentations salariales déjà négociées, violant ainsi dans les faits les conventions collectives de beaucoup de membres de l'AFPC, dont ceux qui travaillent à l'Agence du revenu du Canada.
- Le programme d'infrastructure exige que les provinces et les municipalités dépensent 73 cents avant d'avoir accès aux fonds fédéraux, ce qui retardera des projets cruciaux de création d'emploi qui devraient stimuler l'économie canadienne cette année, non l'an prochain.
- Les changements insignifiants apportés au Régime d'assurance-emploi ne seront absolument pas en mesure de garantir l'accès aux prestations pour 60 pour cent des sans-emploi qui ne sont pas actuellement admissibles à l'AE, en majorité des femmes.
- L'insistance persistante du gouvernement à recourir aux partenariats publics-privés pour les projets d'infrastructure – sans compter les projets de liquidation de biens fédéraux – coûtera beaucoup plus cher à la population et rendra le gouvernement encore moins responsable que si les projets étaient financés par les fonds publics.
- Les milliards de dollars en réductions d'impôt ne feront pas grand-chose pour stimuler l'économie et seraient mieux investis dans les services publics aussi essentiels que les garderies et l'assurance-médicaments.

– 30 –

Renseignements : Alain Cossette, AFPC Communications
613-560-4317 ou 613-293-9210 (cellulaire)